

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Afghanistan

Géopolitique et stratégie

N° 499 du 18.12.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire.

Tiré à part

Manlio Dinucci : La contre-manœuvre fantastique.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

1-1 Jean-Marc Trappler - : L'avenir de l'Afghanistan : est-ce vraiment encore notre affaire ?

1-2 M. K. Bhadrakumar : Les perdants et les gagnants dans l'Afghanistan d'Obama.

1-3 M. K. Bhadrakumar : Introduire le loup pakistanais pour garder le poulailler afghan.

2 Dossiers

2-1 Les États-Unis à la torture.

3 Médias et Manipulation de l'opinion

3-1 Tom ENGELHARDT : Il avait 22 ans... Elle en avait 12... Ce que les morts nous enseignent dans un monde qui n'apprendra jamais.

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

4-1 Claire BILLET:: Quand l'Otan aiguise la guerre des clans afghans

4-2 Afghanistan : le témoignage dérangeant d'un aumônier militaire...

5 Annexe

5-1 Eric Zemmour : Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye : les guerres de Sarkozy.

Tiré à part

Manlio Dinucci : La contre-manœuvre fantastique.

Notre cœur saigne quand nous pensons qu'un des mérites de ce gouvernement était de n'être jamais allé mettre la main à la poche des militaires : c'est ainsi que le président du Conseil a annoncé des coupes drastiques dans le budget de la défense. La manœuvre anti-déficit, précise le ministre de l'économie, peut être réalisée en réduisant surtout la dépense militaire, qui a grimpé jusqu'à 25 milliards d'euros annuels, l'équivalent (en argent public) d'une grosse loi des finances. Il faut pour cela un engagement de cohésion nationale, souligne quant à lui le président de la république, qui a immédiatement promulgué le décret-loi. En tant que garant suprême de la Constitution, il avait déjà relevé que l'engagement militaire en Libye et Afghanistan viole le principe fondamental de l'article 11. Le décret-loi établit le retrait de nos forces et bases de la guerre de Libye, qui a déjà coûté à l'Italie plus d'un milliard d'euros, auxquels s'ajoutent divers milliards de dommages collatéraux à notre économie. À la bonne heure, a commenté le secrétaire du plus grand parti d'opposition, opposé à celle qu'il a définie comme une guerre d'empreinte coloniale. Sera aussi retiré le contingent italien en Afghanistan. Et sera ainsi épargné un milliard et demi d'euros annuels, plus d'autres coûts : environ 25 millions pour les militaires déployés pour la mission dans les Emirats arabes unis et au Bahrein, plus 80 millions pour les contrats d'assurance et transport, et pour la réalisation d'infrastructures. L'aéronautique contribuera aux sacrifices imposés par cette manœuvre en renonçant aux 131 chasseurs F-35, dont le coût prévu à 15 milliards d'euros continue à gonfler. La marine contribuera en renonçant à de nouveaux porte-avions du type Cavour (coût un milliard et demi), à d'autres navires d'assaut amphibie du type San Giorgio (un demi milliard pièce) et autres frégates Fremm (350 millions pièce). Ces mesures, relèvent les commissions défense de la Chambre et du Sénat, sont nécessaires aussi parce que ces systèmes d'arme sont conçus non pas pour la défense de la patrie mais pour la projection de puissance. D'autres coupes seront proposées par la commission parlementaire d'enquête qui est en train faire des investigations sur la « coopération au développement sous forme de don » gérée par le ministère des affaires étrangères en fonction des missions militaires. Par exemple, en 2011 on dépense plus de 25 millions pour la stabilisation en Irak et au Yémen, alors que l'Italie est de plus en plus déstabilisée par les coupes dans les dépenses sociales. 36,5 autres millions d'euros sont dépensés en Afghanistan en 2011, en particulier pour le soutien aux petites et moyennes entreprises dans la zone de la frontière avec le Pakistan, alors qu'en Italie les fonds pour soutenir les PMI se raréfient. Ces gaspillages et d'autres encore prendront fin avec le décret-loi qui instaure le retrait d'Afghanistan. Décret-loi qui sera voté aussi par le sénateur Marco Perduca (Pd), qui, par contre, avait auparavant voté pour le refinancement de la mission. Il retirera en conséquence sa proposition, faite le 26 juillet, de « transformer l'opium produit en Afghanistan en médicaments analgésiques, à utiliser pour faire face à l'urgence humanitaire en Somalie ».

Domage qu'aille ainsi se perdre une idée géniale pour anesthésier l'opinion publique opposée à la guerre".

Manlio Dinucci

Apostille de la traductrice :

Les positions politiques décrites dans cet article satyrique sont exactement à l'opposé de la réalité. Par exemple, le président du Conseil Berlusconi qui annonce ici les coupes dans le budget militaire a

annoncé en réalité des coupes dans les dépenses sociales, en se déclarant navré car son gouvernement n'était "jamais allé mettre la main à la poche des Italiens". Le président de la république Napolitano, lui, a en réalité été le principal artisan de la participation italienne à la guerre en Libye. Le secrétaire du plus gros parti d'opposition (Partito democratico), Bersani, s'était bien écrié "à la bonne heure !" : mais au moment où l'Italie est entrée en guerre contre la Libye, en définissant cette intervention comme une opération humanitaire et de défense du droit international.

Les chiffres de la dépense militaire sont par contre absolument réels.

1 Analyse - Géopolitique et stratégie

1-1 Jean-Marc Trappier - : L'avenir de l'Afghanistan : est-ce vraiment encore notre affaire ?

La zone euro est en perdition, les "triple A" des grandes économies vont tomber, l'Europe bat de l'aile et nous nous engageons à financer l'Afghanistan à hauteur de 7 milliards de dollars par an dès notre retrait et ce, pour une première durée de 10 ans.

Réunis à Bonn hier, les généreux donateurs ont pris un engagement particulièrement fort, les uns, déclarant : « Les Etats-Unis entendent rester aux côtés de nos amis en Afghanistan », les autres, Allemands, renchérissant : « Nous ne vous laisserons pas livrés à vous-mêmes ». De grands engagements pris sans la présence des résistants et du Pakistan, absents pour cause de boycott protestataire à la suite de la bavure de l'OTAN ayant tué 24 militaires pakistanais.

Le communiqué final est succulent : "l'Afghanistan et la communauté internationale sont fortement engagés pour renouveler leur partenariat pour la prochaine décennie"

Sujets abordés :

1- La sécurité du pays : sécurité que les forces afghanes vont devoir assurer seules au lendemain de 2014, date butoir au-delà de laquelle ils ne pourront plus compter sur les forces de l'OTAN, hormis dans le cadre du conseil et de la formation. Cela promet des lendemains difficiles aux généraux de ces forces dont on met en doute – dans les milieux militaires privés occidentaux – à la fois la compétence, la crédibilité et surtout la fidélité au régime corrompu de Kaboul. Ces généraux auront à se battre contre les forces mafieuses, les clans et les résistants en quête du pouvoir, avec des rangs peu sûrs de soldats engagés à la hâte et à la fiabilité douteuse. La menace ne sera pas uniquement intérieure, une fois le terrain dégagé, le Pakistan et l'Iran pourraient lorgner sur l'Afghanistan, prête au dépeçage. Les diplomates sont particulièrement confiants ... Faire semblant de ne pas voir est aussi un bon moyen de se retirer sans complications inutiles ?

2- La réconciliation nationale : est-ce vraiment notre affaire ? Nous allons quitter la poudrière et, poudre aux yeux, faire croire que nous laissons à Kaboul un gouvernement fort et en capacité de légiférer sereinement ? Tout ceci n'est qu'une mascarade, Kaboul tombera face au mouvement insurrectionnel de résistants qui n'attendent que le départ de l'OTAN pour agir. Résistants eux-mêmes talonnés par des amis venant du Pakistan et de l'Iran. La course est déjà engagée, et elle sera sanglante...

3- L'aide financière : Karzaï est malin et exigeant. Il lui faut de l'argent. Beaucoup d'argent de la communauté internationale, pour assurer la sécurité et nourrir ses troupes - 400.000 hommes - au moins jusqu'en 2024. Et de menacer : " Si nous perdons ce combat, nous risquons de revenir à la situation qui prévalait avant le 11 septembre 2001" et de fixer ses besoins 2015 à 10 milliards de dollars. L'Afghanistan, en échange, est prié de lutter contre la corruption et de réformer de façon démocratique

ses institutions en faisant participer la société civile. Bref tout ce que Karzaï n'a pas réussi avec l'aide de l'OTAN et ses milliards il promet de le faire avec les milliards de la communauté internationale sans l'OTAN.

Drago Kos en charge, à l'ONU, d'évaluer le degré de corruption en Afghanistan constate : "Nous ne sommes pas satisfait du travail de l'administration afghane chargée de lutter contre la corruption, aucune des hautes personnalités impliqués dans des scandales n'a été l'objet de poursuites. S'il n'y a pas de changements rapides, nous n'aurons aucune raison de rester dans le pays. Le problème numéro un de l'Afghanistan n'est pas la sécurité, ce n'est pas non plus le danger des résistants c'est la corruption. Chacun ici le ressent tous les jours. Ce gouvernement doit nous prouver qu'il est sérieux dans sa lutte contre ce fléau. Et la seule manière de nous le prouver c'est de traîner devant les tribunaux les hauts-dirigeants impliqués".

Jean-Marc Trappler - Armees.com

1 commentaire

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

FrancaisGAULLISTE Répond

La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

A l'heure actuelle, près de 4000 soldats français combattent en Afghanistan au nom de la France. Leur présence date de 2001 et à l'époque, le gouvernement nous avait promis une guerre brève qui serait l'avènement de la démocratie, de la liberté, et de la justice partout en Asie centrale.

Au jour d'aujourd'hui, je constate qu'on est bien loin des promesses. Je me pose une question simple : Quelle est l'utilité de l'occupation de l'Afghanistan? Pourquoi nos soldats meurent-ils dans un pays lointain, dans lequel la France n'a rien à faire? En quoi nos soldats en Afghanistan servent les Français? Par ailleurs, en dépit du tabou soulevé par cette guerre, près de 70% des Français souhaitent le retour de nos soldats. Avec toute la propagande des médias dominants, les Français savent que nos soldats sont d'aucune utilité là-bas, et que leur mort est vaine. Où est la démocratie? Que font les députés, où est le débat? Quel mépris pour les Français. D'ailleurs, je vous rappelle, qu'il n'y a jamais eu un aussi grand malaise entre les Français vis à vis de leur armée. Et l'Afghanistan, y est pour beaucoup. L'état major est désavoué par l'Élysée, qui s'oppose au souhait des Français. On a ici, un président qui agit avec l'opposition du peuple et de l'état major. Quelle belle leçon de démocratie qu'on veut donner alors que la France est très mal placée pour donner des leçons de démocratie politique. Maintenant je vais essayer de répondre à une question des plus élémentaires, sur les motifs de l'occupation de l'Afghanistan. Il ne faut pas oublier que ce pays se trouve à côté de l'Asie centrale, zone riche en ressources naturelles. L'Afghanistan est gorgé de matières premières. Tout ceci laisse à penser que l'OTAN n'est pas là-bas pour les femmes, mais bien pour piller les richesses de la région. Il s'agit donc d'une guerre impériale, qu'on maquille en guerre de la liberté, pour servir les intérêts de quelques oligarques. Tout ceci, étant payé par les contribuables Français à hauteur de 500 millions d'euros par an, sans compter les blessés et les morts. Concernant le déroulement de la guerre, dès le début, l'OTAN a manifesté un grand mépris pour la religion et la culture du pays. L'arrogance de l'OTAN ainsi que les crimes contre les civils, très nombreux, a entraîné une farouche résistance dans ce pays, qui combat une armée d'occupation ÉTRANGÈRE. Par ailleurs, il est utile de lire les livres d'histoire avant de mener une guerre. Si ceci avait été fait dès le début, l'OTAN aurait pu comprendre que sa stratégie était mauvaise dès le début. Beaucoup d'armées ont tenté d'occuper cet état, et TOUTES, ont fait face à un échec. L'empire britannique, par trois fois, a lamentablement échoué à dominer les pachoues. La Russie, qui n'avait pas

autant de mépris vis à vis de l'islam, et qui avait une présence massive, a échoué. L'OTAN échouera lamentablement. Ce n'est qu'une question de temps. Pour les soldats engagés en Afghanistan, je ne vois pas de perspective vu le mépris de l'Elysée à l'égard de l'armée. Le gouvernement parle de bravoure, et de courage de nos soldats. Mais qu'en est t'il de leurs enfants? Ceux ci ont accès à des postes prestigieux dans l'administration, aucun député n'envoie ses enfants en Afghanistan... La seule manière pour eux, ce serait de se rapprocher des Français. Hélas, seul le refus de participation, qui serait conforme à l'opinion Française, et à l'état major, permettrait de mettre en avant ce débat. Pourquoi obéir à un gouvernement qui n'agit pas pour les Français, mais au nom des Français.

La guerre est perdue.

Reconnaissons ce fait, et retirons nous de l'Afghanistan avant qu'il ne soit trop tard.

Un Français, gaulliste, patriote et qui aime la France.

Le 6 décembre 2011 à 19h31

<http://www.armees.com/L-avenir-de-l-Afghanistan-est-ce.html>

1-2 M. K. Bhadrakumar : Les perdants et les gagnants dans l'Afghanistan d'Obama.

Article original : "Losers and winners in Obama's Afghanistan"

Le président des Etats-Unis Barack Obama ne rate jamais une occasion de se montrer à la hauteur des circonstances à chaque fois qu'elles nécessitent une rhétorique théâtrale.

A cette aune, le discours de réduction des effectifs qu'il a prononcé mercredi à Washington et qu'il a intelligemment intitulé « Sur la solution en Afghanistan », a été plus un discours programmatique qu'une intention d'éveiller l'esprit.

Son jugement est correct sur le fait que ce n'est pas l'occasion d'une célébration, mais celle d'une justification pour ce qu'il y a à faire à propos de quelque chose qui a horriblement mal tourné.

Dans le discours d'Obama, il y a des gagnants et des perdants.

D'abord, les perdants. Ce sont le Pentagone, le Président afghan Hamid Karzaï, le Pakistan et l'Asie du Sud, ainsi que la créature amorphe sous le nom d'al-Qaïda.

Les gagnants sont les Résistants et, encore une fois, le Pakistan.

Le glissement du « combat au soutien » et de la voie militaire à la voie politique est le reflet d'un scepticisme croissant quant à la finalité du « surge ». Obama a remercié les soldats pour leur travail bien fait, mais c'était plus pour la forme. Il a affirmé que le « surge » avait été un succès et, ensuite, il est passé à un autre point. Il n'a pas fait l'éloge du « surge » - les 33.000 soldats qu'il a envoyés en Afghanistan fin 2009 - comme étant un succès exceptionnel. Il était sombre. Il a remercié les soldats de l'infanterie qui avaient donné leur vie en sacrifice suprême, mais il a omis de mentionner le héros du « surge » - le général David Petraeus, le commandant des Etats-Unis en Afghanistan, qu'Obama vient de choisir pour devenir le nouveau directeur de la CIA.

Aux dires de tous, ce n'est pas le genre de retrait que le Pentagone aurait voulu - 10.000 soldats d'ici fin 2011, 33.000 d'ici la mi-2012 et le retrait des 70.000 soldats restants, à un « rythme soutenu », tout au long de 2013, afin que d'ici à la fin 2014 « ce processus de transition soit terminé ». Obama a laissé ouverte la question de savoir si l'ensemble des 70.000 soldats seraient retirés d'ici à fin 2014 ou s'il

restera des troupes américaines à long terme dans les montagnes de l'Hindou-Kouch, à l'instar de l'Irak, où 10.000 soldats pourront rester, même après le retrait complet promis d'ici à fin 2011.

Il est concevable qu'Obama soit resté vague, puisque la décision ne relève pas intégralement de lui. Il devrait savoir que le temps est révolu depuis longtemps pour les États-Unis de dicter la suite de cette sanglante guerre de 10 ans. Lorsque l'on n'arrive pas à gagner une guerre, l'après-guerre doit se décider par consensus. Donc, avant tout, les Résistants auront leur mot à dire, ensuite le gouvernement de Karzaï et, petit à petit, les puissances de la région également.

D'ailleurs, Obama admet que l'Amérique a des restrictions. L'argent peut être mieux dépensé au pays, pour réparer les routes, pour créer de nouveaux emplois et de nouvelles industries « à un moment où notre dette augmente et où [nous connaissons] une conjoncture économique difficile ». L'Amérique ne va pas se retirer dans un état d'esprit isolationniste, mais elle n'aura pas d'enthousiasme pour des interventions à l'étranger, sauf si elle est menacée. Et même si elle est menacée, elle choisira de ne pas déployer de grandes armées à l'étranger (plutôt des armes de haute technologie) et de rallier l'action internationale.

Obama a affirmé qu'al-Qaïda était une force épuisée et qu'il n'y avait plus aucune raison de faire la guerre. La vigilance est ce qui est demandé, de telle sorte que le serpent ne relève pas à nouveau la tête. Mais il a averti le Pakistan qu'il avait toujours l'intention de « s'occuper des refuges des terroristes » dans ce pays. Il a ajouté qu'il « continuerait à faire pression sur le Pakistan pour qu'il étende sa participation [...] travaillerait avec le gouvernement pakistanais [...] et insisterait pour qu'il [le Pakistan] respecte ses engagements ».

Obama n'a pas pris la peine d'offrir une branche d'olivier à Islamabad, de créer une forme d'ouverture pour réparer les fractures des relations américano-pakistantaises, à plus forte raison de prendre note ne serait-ce que momentanément des revendications du Pakistan sur les énormes sacrifices qu'il a faits – plus que tout autre allié des États-Unis.

En clair, il passe au point suivant sans une note de « remerciement ». Cela sera noté par le commandement militaire pakistanais à Rawalpindi et par les dirigeants civils à Islamabad. On verra avec le temps quelles en seront les conséquences. Curieusement, le choix d'Obama offre aussi une fenêtre d'opportunité aux Pakistanais pour s'élever.

D'un autre côté, le Pakistan est également un grand gagnant. Le discours d'Obama est, par excellence, une justification de tout ce que l'armée pakistanaise a exigé ces deux dernières années - que la guerre en Afghanistan est vaine, qu'il est temps de réconcilier les résistants, que la voie militaire ne mène nulle part, que la paix et une stabilité durables ne peuvent être atteintes que grâce à un règlement de paix.

A présent, du sommet du pouvoir aux États-Unis, arrive le mot, certes de façon indirecte, que « oui, le Pakistan avait raison tout du long ». Comme prévu, Obama reconnaît dans son discours que « le cours de la guerre est en recul » en Afghanistan. Obama parle avec optimisme de la perspective d'un règlement politique, même si « des jours sombres restent à venir ».

Les nuances de la route vers la paix dans le discours d'Obama mériteront une attention maximale car c'est là que réside l'essentiel pour les jours à venir. Il parle des Résistants comme d'un tout, sans exclure le réseau Haqqani. Tant que les conditions préalables de la réconciliation peuvent être respectées, à peu près tous sont invités à entrer dans la tente de la paix. L'humeur est à « l'oubli et au pardon ». Il a été noté que les Résistants font partie du « peuple afghan ».

Deuxièmement, Obama admet que la réconciliation doit être « conduite par les Afghans ». Il reprend la position standard américaine, mais ne dit rien de plus sur la façon de répondre aux craintes palpables à Kaboul et Islamabad, qui considèrent qu'il dit cela juste pour la forme, tandis que les États-Unis insistent

pour être la locomotive et pour maintenir son allié afghan et régional dans l'obscurité. Peut-être est-ce un détail mineur.

Ou, peut-être, il n'y a rien qu'Obama puisse faire par rapport à cette situation, parce que quand le chameau pénètre dans la tente, il reste invariablement peu d'espace dans la tente pour les autres. Mais il est sûr que Kaboul et Islamabad continueront à se poser des questions jusqu'à ce que les émissaires américains viennent dans la région pour annoter le discours d'Obama et dire si quelque chose a changé dans la stratégie diplomatique américaine du Ranger solitaire quant au processus de paix.

Le point le plus intéressant dans l'ensemble du discours d'Obama est son optimisme qui se dégage à propos de la réconciliation des Résistants. Il dit qu'il a « des raisons de croire que des progrès peuvent être faits [...] l'objectif que nous recherchons est réalisable ». Mais ensuite, de façon énigmatique, il n'en dit pas plus. On doit en tirer la conclusion que Barack Obama est modérément satisfait de la réaction qu'il a obtenue jusqu'à présent des conciliabules secrets des responsables américains et il a raison de croire que les Résistants sont sensibles aux convictions et qu'ils seront disposés à passer un accord.

Obama oublie de mentionner Karzaï dans ce contexte du processus de paix, ce qui constitue un silence assourdissant. Certes, il prend note du rôle clé du gouvernement afghan pour stabiliser la situation sur le terrain, mais il insiste incontestablement sur le rendez-vous de l'Amérique avec le peuple afghan au sens large.

De même, Obama ne dit rien sur la conférence que les Allemands prévoient ambitieusement d'organiser en décembre à Berlin, sur le modèle d'un congrès de Vienne, où les résistants seraient apparemment assis autour de la table sous les lustres avec des diplomates portant des costumes à rayures fines et sirotant du champagne. Mais Obama parle en fait d'une autre conférence internationale, laquelle sera restreinte aux Etats-Unis et à leurs alliés et qui se tiendra en mai dans sa Chicago « natale », « pour façonner la prochaine phase de cette transition [afghane]. »

Obama est un politicien très doué et il peut visualiser l'immense potentiel qu'il pourrait tirer en exposant au public américain, juste avant l'élection présidentielle, avec quel brio il a sauvé la guerre en Afghanistan, que le gouvernement républicain précédent avait laissé dans une situation chaotique.

Obama peut compter sur le maire nouvellement élu de Chicago, son vieux copain Emmanuel Rahm, pour réaliser un travail splendide en faisant de la conférence de mai un moment décisif de la campagne électorale.

En fait, Obama n'omet pas dans son discours de parler des folies de la précédente administration de George W. Bush, qui n'a pas prêté assez attention à la guerre en Afghanistan et qui a lancé de façon irréfléchie l'invasion en Irak en 2003.

Sans doute, Obama a-t-il le droit de tirer un bénéfice politique intérieur de la conclusion de la guerre en Afghanistan. (Le pic de la réduction des effectifs - mi-2012 - coïncide également avec le pic de la campagne électorale.) Après tout, il faut un courage surhumain pour un commandant en chef de réaliser qu'une guerre ne peut être gagnée. Il est encore plus difficile de s'assurer que la retraite ne ressemble pas à une défaite ou qu'elle doive s'effectuer depuis le toit de l'immeuble de l'ambassade américaine à Kaboul à bord d'hélicoptères. Obama a réussi à accomplir les deux.

Les Résistants ont gagné la guerre. Inutile d'ergoter sur cette pure vérité. Les maintenir hors du calcul du pouvoir afghan n'est plus l'objectif américain. Les États-Unis reconnaissent que les Résistants font partie intégrante de la nation afghane. Aucune section des résistants ne sera exclue de la vie afghane traditionnelle par la fierté américaine ou les préjugés. Tous sont les bienvenus pour monter à bord du train de la paix à Kaboul.

La région entourant l'Afghanistan sera horrifiée, se demandant à quoi toute cette guerre a bien pu servir. Il y a beaucoup de décombres, grâce à la destruction que les États-Unis ont causée. Obama plaide que les Américains n'ont pas d'argent pour la reconstruction. « Amérique, il est temps de te concentrer sur la construction nationale, chez nous ». Ces douze mots résonneront en écho, non seulement dans les vallées et les sommets des montagnes de l'Afghanistan, mais à travers toutes les steppes d'Asie centrale et de l'ancienne vallée de l'Indus.

La dure réalité est que le discours d'Obama fera frémir les non-Pachtounes en Afghanistan. Il n'y a rien de pire que d'offrir une protection et un soutien à quelqu'un et ensuite de s'en aller dans le feu de l'action. Les habitants de l'Asie centrale verront avec inquiétude comment le retour triomphal des Résistants se déroulera parmi les forces islamiques de leurs pays, lesquels se préparent déjà à l'arrivée du printemps arabe.

L'Inde se sentira salement lâchée. L'Iran sera aux anges. Peut-être aussi la Russie dans la mesure où l'histoire retiendra qu'elle ne fut pas la seule superpuissance à échouer à remporter une guerre dans l'Hindou-Kouch. La dépendance de la Chine sur le Pakistan augmente à pas de géant pour s'assurer que les Résistants tiennent leur parole, selon laquelle ils n'ont pas de programme au-delà des frontières de l'Afghanistan.

La façon dont cette vérité inconfortable fera son chemin sera le formidable défi du Pakistan.

Comme les sorcières le dirent à Banquo, dans la pièce de William Shakespeare Macbeth, c'est un bienfait relatif. Il est peut-être sur le point de perdre sa propre vie, mais ses descendants vivront dans la splendeur royale - "Thou shalt get kings, though thou be none." [« Tu engendreras des rois, quoique tu ne le sois pas »]. Peut-il y avoir une plus grande satisfaction ?

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Sovétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.

Par M. K. Bhadrakumar

Traduction [JFG-QuestionsCritiques].

<http://www.comite-valmy.org:80/spip.php?article1589>

1-3 M. K. Bhadrakumar : Introduire le loup pakistanais pour garder le poulailler afghan.

La visite à Islamabad, la semaine dernière, de la Secrétaire d'Etat US Hillary Clinton s'est avérée être un énième moment pour définir la fin de partie en Afghanistan.

Elle s'est déroulée dans une atmosphère lourde de propagande. « Foggy Bottom » [le ministère US des affaires étrangères] a habituellement recours à une diplomatie publique véhémement lorsque la maison d'Oncle Sam brûle, pour que sa peine à éteindre les flammes reste une affaire privée.

Ce fut littéralement le cas la semaine dernière. Les diplomates américains se sont efforcés de donner leur interprétation aux personnels des médias prêts à les écouter, selon laquelle Clinton allait transmettre un message strict au QG récalcitrant de l'armée pakistanaise, à Rawalpindi : « Le Pakistan doit prendre des mesures énergiques contre le réseau Haqqani qui s'est réfugié au Waziristân-nord, dans les régions frontalières avec l'Afghanistan, et qui décime sans cesse les forces étasuniennes et de l'Otan ; sinon, les Etats-Unis agiront par eux-mêmes ».

Les conseillers en communication américains ont fait comprendre qu'avec ou sans le Pakistan, les Etats-Unis combattront de toute manière les insurgés (de même qu'ils « discuteront » avec eux et qu'ils « construiront » également l'Afghanistan), mais que les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis étaient en danger, à moins que ses dirigeants militaires agissent maintenant.

Il est clair que Clinton était en mission de la dernière chance. Le « bon flic » et le « mauvais flic » partent rarement - voire jamais - en mission commune. Pour ces discussions, Clinton était accompagnée à Islamabad du directeur de la CIA, David Petraeus, et du président de l'état-major interarmées, Martin Dempsey. Qu'a donc accompli la mission de Clinton ?

Un virage spectaculaire à 180 degrés

A cette occasion, cinq choses ont émergé :

(1) Les Etats-Unis ont reconnu publiquement l'aspect central du rôle du Pakistan dans cette fin de partie afghane ;

(2) Les Etats-Unis ont cédé publiquement à l'exigence pakistanaise que des pourparlers soient engagés avec les Haqqanis et admis que les exclure fragiliserait tout le processus. Le réseau Haqqani est l'un des éléments les plus importants de l'insurrection menée par les Résistants en Afghanistan ;

(3) Par conséquent, la nouvelle approche consistera à « faire pression » sur les Haqqanis, afin qu'ils se rendent à la table de négociation - plutôt qu'essayer de les vaincre en tant que groupe irréconciliable d'insurgés ;

(4) Les Etats-Unis ont compris l'éventail des facteurs derrière l'hésitation du Pakistan à lancer des opérations militaires au Waziristân-nord et ils changeraient donc de tactique en optant pour « d'autres formes d'action », comme partager des renseignements en temps réel et entraver les capacités létales de ce réseau ;

(5) Clinton a admis à plusieurs reprises les préoccupations « légitimes » d'Islamabad relatives au fait que les Résistants opèrent sur le sol afghan depuis des refuges sûrs, pour y mener des attaques terroristes transfrontalières ; et, dorénavant, les troupes américaines « accéléreront le rythme militaire » contre ces sanctuaires et les empêcheront d'attaquer depuis le Pakistan.

Clinton a fait également plusieurs gestes significatifs, ayant pour effet de montrer que les Etats-Unis étaient prêts à monter d'un cran - voire même renoncer temporairement à leur incrédulité - dans un effort déterminé en vue de rectifier les désaccords dans les liens américano-pakistanaïes. Elle a admis que les Etats-Unis avaient eu « une réunion préliminaire » avec les Haqqanis « afin de voir avant tout s'ils pouvaient se manifester ne serait-ce que pour une rencontre préliminaire » et, en effet, les responsables pakistanaïes « ont aidé à faciliter » cette rencontre.

Elle est allée encore un peu plus loin en révélant que les Etats-Unis et le Pakistan travaillaient à « essayer de mettre au point un processus qui pourrait permettre une réelle négociation » avec le réseau Haqqani. Clinton a visiblement réévalué l'ancienne formule étasunienne « discussion, discussion, combat, combat ». Elle a dit : « Nous [les Etats-Unis] voulons voir plus de discussions et moins de combats, mais pour obtenir ces discussions, nous devons poursuivre les combats [...] nous sommes à présent arrivés à un stade où le potentiel pour des discussions existe ».

Clinton a réfuté catégoriquement que l'administration de Barack Obama avait récemment envisagé l'option d'effectuer des incursions terrestres américaines en territoire pakistanaïes. « Cela n'a jamais été sérieusement envisagé. » Au contraire, les Etats-Unis réamorcent le dialogue stratégique avec le Pakistan et mettent au point un nouveau plan pour travailler, « Parce que, ces derniers mois, nous nous sommes, comme vous dites, dispersés et que nous voulons revenir dans le jeu ».

Clinton a délivré également un certificat de « non-objection » aux accords passés entre l'ISI [les services secrets pakistanaïes] et les Haqqanis. Elle n'aurait pas pu le formuler plus aimablement :

« Désormais, toutes les agences de renseignements ont des contacts avec des personnages louches. Cela fait partie du boulot dans une agence de renseignements. Qui sont ces contacts, comment sont-ils rendus opérationnels, qui les détient ? C'est tout cela que nous examinons ensemble. Mais je ne pense pas que vous obtiendrez le moindre démenti, de la part de l'ISI ou de la CIA, que des personnes dans ces organismes respectifs ont des contacts avec des membres de groupes dont les agendas sont différents de ceux des gouvernements.

« Je pense donc que ce que nous disons est : servons-nous de ces contacts pour essayer d'amener ces personnes à s'asseoir autour de la table afin de voir si seront coopératifs ou non [...] ce sont les services de renseignements pakistanais qui ont amené un membre Haqqani à rencontrer une équipe américaine. Vous devez donc savoir où les joindre. Vous savez où ils sont. C'est donc ce genre de choses que nous devons examiner afin de comprendre comment elles peuvent être bénéfiques. »

Clinton a révélé après ces discussions que selon l'estimation du chef de l'armée pakistanaise, Parvez Kiani, le Pakistan et les Etats-Unis étaient « sur la même longueur d'onde à 90-95% ». Elle a partagé l'optimisme du général. « Je pense que la coopération entre nos armées et entre nos agences de renseignements sont de nouveau dans une trajectoire ascendante ». Les questions résiduelles dépendent des parties « opérationnelles ».

Clinton a dit que des « discussions sérieuses et en profondeur » se sont déroulées, notamment « en détail » sur « la réconciliation et le processus de paix en Afghanistan, comment nous nous y prenons, comment nous faisons en sorte que ça marche », et les deux camps poursuivront maintenant « cette conversation et la rendront opérationnelle au cours des jours et des semaines à venir, pas des mois et des années à venir, mais des jours et des semaines à venir ». Elle a expliqué : « Nous avons besoin d'un plan de travail pour faire réellement avancer ce nous allons faire et comment nous allons le faire ensemble. » Elle a révélé que la question d'un cessez-le-feu en Afghanistan était posée en prélude à des pourparlers.

Dans l'ensemble, les Etats-Unis laissent au Pakistan le soin de plancher sur les spécificités des « pressions sur les Haqqanis », tandis qu'il y a un « accord complet pour essayer de faire avancer de processus de paix ». Les Etats-Unis et le Pakistan ont dépassé « la phase difficile de ces derniers mois », ainsi que le formule le ministre pakistanais des affaires étrangères, Hina Rabbani.

Un grand marchandage

Qu'est-ce qui explique cette volte-face spectaculaire des Etats-Unis ? En un mot, l'administration Obama a jugé que le Pakistan commençait à résister et qu'une impasse se développait, ce qui était inacceptable, étant donné le temps qui reste aux Etats-Unis pour qu'ils se retirent d'Afghanistan d'ici à 2014. La tactique de pressions fortes au point de brandir l'épée a échoué à produire le résultat désiré et a peu de chance de marcher.

Bref, Washington a vu l'inutilité de considérer le Pakistan comme une puissance hostile et d'essayer d'imposer un règlement afghan qui est inacceptable pour l'armée pakistanaise. C'est pourquoi les Etats-Unis ont adopté une nouvelle stratégie étonnamment innovante. La formule consiste à « proposer des encouragements » au Pakistan, en l'invitant à jouer un rôle majeur en Afghanistan, mais sous conditions, ce qui garantit également que les intérêts stratégiques des Etats-Unis restent protégés.

Cela passe essentiellement par la concession aux Pakistanais de la primauté en Afghanistan et par la prise en charge par les dirigeants pakistanais de la négociation avec leurs homologues à Kaboul d'un règlement satisfaisant pour les Résistants, qui stopperait les effusions de sang et stabiliserait le pays.

Cela peut sembler aux détracteurs du Pakistan (en Afghanistan, dans la région et sur le plan international) comme une version douce consistant à donner au loup la responsabilité du poulailler, et cela suppose certainement que le Pakistan a changé de sentiment vis-à-vis de son ancien programme consistant à dominer son voisin plus faible et plus petit qui a montré de l'audace ou de la ténacité - cela dépend du point de vue de chacun - en refusant d'accepter du Ligne Durand, qui fait de la frontière de 2.500 kilomètres avec le Pakistan et la question de nationalité pachtoune associée non résolue des thèmes existentiels pour l'intégrité du Pakistan en tant qu'Etat souverain.

Mais les Etats-Unis voient cela comme un élément du grand marchandage, selon le quel le Pakistan sera fortement tenté d'accepter si cela est rendu suffisamment attrayant. L'espoir américain est de parvenir à une situation « gagnant-gagnant », en faisant en sorte que la stabilisation de l'Afghanistan forme une partie intégrante de ce que l'on appelle la vision de la Nouvelle Route de la Soie.

En effet, l'histoire pourrait retenir que la principale avancée de la mission de Clinton à Islamabad était de dégager l'obstacle temporaire de la fin de partie afghane, afin que tous les protagonistes puissent mordre dans le fruit succulent du projet de Nouvelle Route de la Soie, qui se trouve à portée de main et dont l'objectif est d'exploiter les vastes ressources minérales d'Asie Centrale.

Fait révélateur, Clinton a également inclus le Tadjikistan et l'Ouzbékistan dans sa tournée régionale - les deux autres pays en dehors du Pakistan qui auraient des rôles clés à jouer pour développer les liens de communication entre l'Asie Centrale et les marchés mondiaux. Sa focalisation sur les capitales régionales portait sur la « vision de la Nouvelle Route de la Soie », qu'elle présentera lors d'une conférence à Istanbul le 2 novembre prochain, dans un « effort à obtenir de la région qu'elle y adhère » - pour paraphraser Clinton.

Alors qu'elle se trouvait à Islamabad, elle a été franche pour dire que sans le soutien actif du Pakistan, le projet de Nouvelle Route de la Soie ne marcherait pas. Elle a fait preuve d'un grand optimisme, que sous le parapluie de la « vision d'une Nouvelle Route de la Soie », même les animosités indo-pakistantaises intraitables pourraient être résolues, au fur et à mesure que les deux rivaux d'Asie Centrale s'habitueront au nom de ce jeu, qui est que l'objectif ultime de toute bonne politique est de créer de la richesse et de la prospérité sur leurs terres appauvries.

L'administration de Barack Obama est sortie à toute vitesse de son chemin consistant à conduire la recherche pour un règlement afghan, en engageant directement le dialogue avec les Résistants, contournant le Pakistan et créant un fait accompli pour Islamabad. Formulé autrement, le Pakistan a remporté une victoire politique retentissante en jugeant correctement l'éventail des vulnérabilités des Etats-Unis dans cette situation spécifique, en prenant en compte minutieusement les « actifs stratégiques » du Pakistan et en adoptant une position civile et militaire unie.

Pour l'instant, tout va bien. Il est quasiment certain que tout ne sera pas fichu par terre avant que Clinton ne dévoile la « vision de la Nouvelle Route de la Soie » des Etats-Unis à la conférence des voisins de l'Afghanistan et des principales puissances à Istanbul dans une semaine. Mais que se passe-t-il au-delà de ça ?

Il reste de nombreux impondérables. Avant tout, il se pourrait que le Pakistan ait les yeux plus gros que le ventre. La supposition que le Pakistan a une influence décisive sur les groupes résistants sera soumise à l'épreuve de vérité. En particulier, qu'en est-il des intentions des Etats-Unis au regard de l'établissement d'une présence militaire permanente en Afghanistan ? Les Résistants seront-ils prêts à l'accepter comme prix à payer pour l'adaptation politique - et si ce n'est pas le cas, le Pakistan voudra-t-il exercer des pressions directes ? En attendant, la propre position du Pakistan sur cette question reste ambiguë.

Pareillement, les groupes non-pachtounes verraient les intentions pakistantaises avec une grande suspicion. Non seulement la nouvelle politique afghane des Etats-Unis refuse vraiment de prendre en compte l'Iran comme acteur clé ; Clinton s'est même servie de sa tournée régionale pour s'offrir une interprétation de haute-volée, selon laquelle les Iraniens sont les méchants, incorrigiblement accrochés à leurs passe-temps dangereux. A partir d'aujourd'hui, l'Iran surveillera étroitement les moindres petits pas que fera le Pakistan.

De même, l'appétit du Pakistan a été stimulé, et la façon dont il présentera sa propre « liste de souhaits » à Obama (ce qu'il ne manquera pas de faire dans les prochains jours) sera attendu avec impatience dans la capitale voisine [indienne] de New Delhi. La Nouvelle Route de la Soie a une longue période de gestation et de tels fruits ont tendance à devenir rapidement blets dans les steppes d'Asie Centrale.

En tout cas, Delhi devrait évaluer qu'à long-terme, nous seront tous morts, et l'Inde mettra donc l'accent sur l'actuel et le tangible. Les Etats-Unis pourraient avoir besoin de s'occuper de Delhi pour faire reculer son influence à Kaboul ; ils pourraient, à un moment ou un autre, essayer de négocier sur le problème du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan ; ils pourraient ressusciter leur partenariat militaire robuste avec le Pakistan ; ils pourraient inviter la Chine comme « partie prenante » en Asie du Sud.

Apprendre à vivre avec les Américains dans leur voisinage ne se transformera pas exactement en expérience agréable pour les experts indiens. Un jour, on leur dit que les Haqqanis étaient les meurtriers qui ont attaqué l'ambassade indienne à Kaboul - et, il est vrai, également l'ambassade des Etats-Unis - et à présent, ils entendent par hasard des bouts de conversation selon lesquels les Etats-Unis ont changé de sentiment.

Ils espéreront vraisemblablement entendre du Conseiller US à la Sécurité Nationale, Tom Donillon, qui arrivera à Delhi cette semaine, comment un tel changement phénoménal s'est produit dans la politique étasunienne et où cela laisse son seul « partenaire indispensable » en Asie du Sud et dans toute la région de l'Océan Indien - l'Inde.

Par M. K. Bhadrakumar

Article original : "Pakistani wolf to guard Afghan henhouse"

M K Bhadrakumar a servi en tant que diplomate de carrière dans les services extérieurs indiens pendant plus de 29 ans. Ses affectations incluent l'Union Sovétique, la Corée du Sud, le Sri Lanka, l'Allemagne, l'Afghanistan, le Pakistan, l'Ouzbékistan, le Koweït et la Turquie.

Copyright 2011 - Asia Times Online / Traduction [JFG-QuestionsCritiques].

Asia Times Online, le 24 octobre 2011

http://questionscritiques.free.fr/edito/AsiaTimesOnline/M_K_Bhadrakumar/Afghanistan_Pakistan_Clinton_Inde_Nouvelle_Route_de_la_Soie_241011.htm

2 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Les États-Unis à la torture.

Une remarquable enquête montre comment la tactique du supplice a été systématisée dans ce pays.

Un des prisonniers d'Abou Ghraïb, Saddam Saleh, montre les images de son calvaire. (Reuters)

Un agent des forces spéciales qui a été, à des fins d'entraînement, soumis au supplice de la baignoire en témoigne. La sensation est atroce, celle d'une noyade, assurément un vrai acte de torture. "Pas du tout, modère un responsable de la CIA, elle a été approuvée par le Président et par la communauté juridique

américaine." Après le 11- Septembre, les États-Unis se sont lancés dans deux guerres, en Afghanistan et en Irak, misant avant tout sur le renseignement. Elles ont conduit tout droit au camp de Guantánamo et à la prison d'Abou Ghraïb. La démocratie américaine, au mépris de sa Constitution, des règles de droit international, des conventions de Genève – fondements du droit humanitaire –, a systématisé l'usage de la torture.

Dans son remarquable documentaire *Torture made in USA*, Marie-Monique Robin retrace la genèse de cette dramatique démission de la civilisation et dévoile les manipulations de Bush et de son équipe pour faire passer l'inacceptable. Parce que la journaliste avait déjà commis en 2004 un travail remarqué sur les Escadrons de la mort, l'école française* – où elle avait exposé comment des militaires français, forts de leur "expérience" algérienne, étaient devenus les spécialistes de méthodes enseignées aux dictateurs sudaméricains –, elle a pu, sans être suspectée d'antiaméricanisme primaire, approcher des témoins essentiels. Ces interviews exclusives, mêlées à des archives filmées inédites d'auditions parlementaires conduites par des commissions du Congrès, montrent comment, à travers manoeuvres et mensonges, s'est mise en place cette dérive.

"Intensité d'une blessure physique sévère"

Le vice-Président Dick Cheney l'avait annoncé dès le 16 septembre 2001: "Nous devons libérer de toute contrainte les services de renseignements pour qu'ils puissent conduire leur mission." Il va s'appuyer sur une armée de juristes pour tordre les lois, faisant requalifier la torture comme "intensité d'une blessure physique sévère", ce qui laisse bien des latitudes. Dans un mémo approuvé par Bush et retiré de la circulation après Abou Ghraïb, sont même détaillées trois catégories de techniques inspirées d'un programme détourné de son objectif. Il visait à l'origine à entraîner l'élite des officiers américains à résister à la torture.

En connaisseurs, les militaires ne sont pas dupes: elle est inefficace et les trois armes se sont unanimement prononcées contre son usage. Elle fait avouer tout et n'importe quoi et peut se retourner contre les troupes américaines elles-mêmes. Son efficacité ne vaut qu'à Hollywood, explique Larry Wilkerson, chef de cabinet du ministre de la Défense Colin Powell. Faisant allusion à des séries comme *24 Heures*, où Jack Bauer se livre à chaque épisode à des actes de torture pour sauver le monde, il souligne "le grotesque de l'argument". Cela suppose qu'on "peut obtenir le bon renseignement au bon moment"...

Mais on ne se débarrasse pas facilement de la torture une fois installée dans les pratiques et les consciences. Obama, malgré ses promesses, n'a pas fermé Guantánamo et a assuré l'impunité à l'administration Bush. Au-delà du cas américain, Marie-Monique Robin espère attirer l'attention sur la portée universelle de son film. "À un problème politique, explique-t-elle, il faut une réponse politique. Une solution strictement militaire dans un cas comme celui-là ne peut que s'enliser inévitablement dans la torture.

Et le premier résultat, c'est de produire de nouveaux terroristes."

<http://www.lejdd.fr/Medias/Television/Actualite/Torture-made-in-USA-documentaire-sur-Arte-332653/?from=cover>

3-1 Tom ENGELHARDT : Il avait 22 ans... Elle en avait 12... Ce que les morts nous enseignent dans un monde qui n'apprendra jamais.

Il avait 22 ans, il était caporal dans les Marines à Preston dans l'Iowa, une "ville de l'armée" depuis 1890 dont la population actuelle est de 949 personnes. Il est mort en Allemagne des "blessures infligées par un engin explosif en patrouillant dans la province de Helmand [Afghanistan]."

Le principal du lycée où il est allé dit que c'était "un bon garçon." Ses parents lui survivent.

Il avait 20 ans, il était simple soldat dans la 10^{ième} Division Montagnarde de Boyne City où vivent 3735 personnes, et qui se nomme elle-même "la ville qui a l'expansion la plus rapide au nord du Michigan." Il est mort de "blessures reçues lors d'une attaque à l'armement léger de son unité par des insurgés" et ses parents lui survivent.

Ce sont les derniers des 10 Américains dont les morts en Afghanistan et Irak ont été annoncées par le Pentagone pendant la semaine de Thanksgiving. Les huit autres venaient de Apache Junction, Arizona ; Fayetteville, Caroline du Nord ; Greensboro, Caroline du Nord ; Navarre, Floride ; Wichita, Kansas ; San José, Californie ; Moline, Illinois ; et Danville, Californie. Six d'entre eux ont été tués par des engins explosifs improvisés (posés sur les bas côtés de la route) sans même voir sans doute les ennemis afghans qui les ont tués. Un a été tué par des "tirs indirects" et un autre "au cours d'une opération de combat". Dans ce domaine, les communiqués de presse du Département de la défense sont très succincts tout comme ceux de l'armée la même semaine pour annoncer le "possible suicide" de 17 soldats en service au mois d'octobre.

Ces temps-ci, les noms de morts sont enfouis dans les pages intérieures des journaux quand ils sont mentionnés car 63% des Américains sont opposés à la guerre selon le dernier sondage CNN/ORC et les morts sont vite oubliés par tout le pays. Et d'autant plus facilement que les morts de l'armée de l'Amérique, uniquement composée de volontaires, viennent d'endroits sans importance —petites villes, faubourgs obscurs, villes de troisième ou quatrième zone— et d'une armée à laquelle de moins en moins d'Américains sont reliés.

A part ceux qui les aimaient, qui se soucie encore des morts des troupes américaines dans de lointains pays ? Ces morts, après tout, sont peu de choses comparées aux 32 788 Américains décédés dans des accidents de la route en 2010 et aux 16 personnes tuées sur les autoroutes de l'Ohio pendant le long week-end de Thanksgiving la même année .

Alors qui, cette même semaine, allait s'intéresser le moins du monde au sort de Mohammad Rahim, un fermier de 50 ans de la province de Kandahar au sud de l'Afghanistan ? Quatre de ses enfants —deux garçons et deux filles de 4 à 12 ans— ont été tués par un bombardement de "l'OTAN" (sans aucun doute américain) en travaillant dans leur champ ? Et son autre petite fille de 8 ans a été "gravement blessée". On ne sait même pas si Rahim lui-même a été tué tant le communiqué sur "l'incident" est sommaire.

En tout 7 civils et peut-être 2 insurgés en fuite sont morts. Selon l'oncle de Rahim, Abdul Samad : "Il n'y avait pas de Résistants dans le champ ; ce n'est pas vrai que les Résistants posaient des mines. Je suis allé sur les lieux et je n'ai pas trouvé la moindre trace de bombes ni d'aucune arme. Les Américains ont commis un grave crime contre des enfants innocents et on ne le leur pardonnera jamais."

Dans tous les cas de ce genre, l'OTAN a ouvert une "enquête". Le résultat de ces enquêtes est rarement publié.

De même, le week-end de Thanksgiving, 24 à 28 Pakistanais, dont deux officiers, ont été tués dans une attaque par des avions de combat et des hélicoptères de "l'OTAN" sur deux avant-postes pakistanais de l'autre côté de la frontière afghane. Un des deux avant-postes a été attaqué deux fois selon des sources

pakistanaises. Des soldats ont aussi été blessés. Les officiels pakistanais furieux ont rapidement dénoncé l'assaut, fermé les principaux passages frontaliers aux véhicules américains qui ravitaillent l'armée en Afghanistan et exigé que les Etats-Unis évacuent une base aérienne utilisée par la CIA pour envoyer des drones dans les territoires tribaux pakistanais. En réponse, les officiels civils et militaires américains ont exprimé leurs condoléances et ont invoqué le droit à "l'autodéfense" tout en promettant d'ouvrir une enquête approfondie sur les circonstances de "l'incident de tirs amis".

Ces pertes semblent relativement modestes au regard du chiffre incroyable dont on a eu connaissance pendant la semaine de Thanksgiving : on estime qu'en Irak 900 000 femmes ont perdu leurs maris depuis l'invasion américaine en mars 2003. On n'est pas étonné d'apprendre que ces veuves sont désespérées car elles ne reçoivent pratiquement aucune aide des gouvernements irakiens ou américains. Bien qu'il n'y ait aucun doute que leurs maris soient morts de diverses manières et pas tous à cause de la guerre, le chiffre donne la dimension du carnage que l'invasion américaine a causé dans le pays pendant les huit années de demi passées.

Destruction Créative dans le grand Moyen Orient

Considérez cela simplement comme le résultat de la guerre de style américain. Et pendant que vous y êtes souvenez-vous des grands espoirs de Washington il y a seulement 10 ans : les divisions "légères" engendreraient "shock and awe" (terreur et effroi), ne feraient qu'une bouchée de l'ennemi, réorganiserait le Moyen Orient, créeraient un nouvel ordre mondial, feraient couler le pétrole à flot, privatiseraient et reconstruiraient des pays entiers, et instaureraient une paix globale, spécialement au Moyen Orient, qui conviendrait en tous points à la seule superpuissance de la planète.

Le fait que de telles "espérances" démesurées aient reçu alors le sceau de Washington, illustre à quel point les illusions ont pu passer pour des stratégies et comment les dirigeants de toutes sortes les ont considérées comme la réalité. Et pourtant il n'y a rien d'étonnant à ce qu'une "politique étrangère" à la pointe de l'épée commandée par une armée d'une puissance technologique écrasante se révèle incapable de construire quoi que ce soit. Personne ne devrait être surpris qu'une telle armée ne soit bonne qu'à accomplir ce pourquoi elle a été faite, c'est à dire tuer et détruire.

On peut même aller jusqu'à penser que la version de l'armée américaine de la "destruction créative" menée au coeur des pays pétroliers de la planète a préparé, s'en le vouloir, l'éclosion du Printemps Arabe en contribuant à unifier la région dans la souffrance et le dégoût viscéral au fur et à mesure que l'accumulaient les "erreurs", les "incidents", les "dommages collatéraux", les bombardements de mariage et d'enterrements, les "malfaçons" et les "erreurs de communication" et que s'empilaient les morts afghans, irakiens, pakistanais et américains, la plupart d'entre eux originaires d'endroits que seuls ceux qui y sont nés connaissent.

Rien de tout cela ne devrait avoir surpris personne. Ce qui est peut-être un peu plus étonnant c'est l'incapacité de l'armée des Etats-Unis à utiliser sa puissance destructive pour aboutir à quoique ce soit. Depuis l'invasion de l'Afghanistan en octobre 2001, il y a eu tellement de proclamations de "succès" de "mission accomplie" de tournants effectués, de point cruciaux atteints et de "progrès" réalisés, et si peu, si peu de résultats concrets.

La destruction, la déstabilisation et le désastre ont doucement recouvert les grands espoirs. Cela fait longtemps qu'on ne parle plus de "shock and awe". Ces triomphantes "déferlantes de choc" sont reléguées dans le passé. La contre insurrection ou COIN — qui a fait sensation tout un temps — a été jetée dans les poubelles de l'histoire jusqu'à ce que le général David Petraeus (l'actuel directeur de la CIA) l'y repêche il n'y a pas tant d'années.

Après que l'armée américaine ait passé 10 ans en Afghanistan à se battre contre un mouvement rebelle minoritaire sans doute aussi impopulaire que peut l'être un mouvement "populaire", presque tout le monde estime que la guerre est "ingagnable" ou "dans l'impasse". Et bien sûr, l'emploi du mot impasse

par la première puissance militaire de la planète pour qualifier son combat contre des groupes de guérilleros de pays sous-développés dont certains ont des armes qui mériteraient de se trouver dans des musées, soulève en soi des questions intéressantes.

Et après 9 années de guerre et d'occupation, l'armée américaine ferme sa méga-base de plusieurs millions de dollars d'Irak et rapatrie ses troupes. Washington a visiblement renoncé à l'Irak, bien qu'il laisse derrière lui une énorme mission du département d'Etat gardé par 5000 mercenaires, un budget militaire de 6,5 millions de dollars pour 2012 et plus de 700 entraîneurs de tir au fusil. Au Pakistan, la guerre de drones américains combinée aux récents "incidents" à la frontière pakistanaise dans lesquels sont évidemment impliquées les forces spéciales américaines a davantage déstabilisé le pays et l'alliance américaine avec lui. Un important candidat pakistanais à la présidence appelle déjà à mettre fin à cette alliance et l'anti-américanisme augmente à vite allure.

Rien de tout cela ne devrait nous surprendre non plus. Après tout, cette politique étrangère inflexible et violente pouvait-elle produire autre chose qu'une tornade (et pas seulement à l'étranger) ? Comme le mouvement Occupy Wall Street et la répression dont il fait l'objet nous le rappelle, les forces de police américaines ont été fortement militarisées. Nos dépenses militaires et de sécurité nationale ont englouti des milliers de milliards de dollars du Trésor Public, laissant le pays dans une impasse politique, son économie dans un état proche du shock-and-awe, ses infrastructures en ruines et la vaste majorité de ses citoyens en colère et convaincus que leur pays n'est pas seulement "sur la mauvaise route" mais "en déclin".

Dans la tourmente

10 ans plus tard, la seule chose qui pourrait peut-être nous surprendre c'est le peu de choses que Washington a appris. La politique étrangère à la pointe de l'épée privilégiée au cours de ce siècle —il y avait bien sûr d'autres choix possibles— est devenue la seule option disponible dans l'arsenal appauvri de Washington. Après tout, son pouvoir économique est en lambeaux (c'est pourquoi les Européens espèrent que la Chine va les aider), son "pouvoir doux" a disparu et son corps diplomatique a été soit militarisé soit relégué de puis longtemps à l'arrière de l'autobus étatique.

Ce qui est le plus étrange, cependant, c'est que de cette tornade de désastres politiques, l'Administration Obama a tiré les conclusions les plus improbables possibles : faire toujours plus de ce qui a si visiblement échoué — du Pakistan à l'Ouganda, de l'Afghanistan à la Somalie, du Golfe Persique à la Chine. Oui, COIN est abandonné et les drones et les forces spéciales d'opération l'ont remplacé, mais la politique reste essentiellement la même.

La dernière décennie montre clairement que rien de significatif n'a de chance de sortir des ruines d'une telle politique étrangère —surtout en ce qui concerne la Chine, le créancier le plus important des Etats-Unis. Cependant là aussi, comme vient de le démontrer le président Obama (quoique faiblement) avec son annonce récente d'un déploiement symbolique des Marines américains à Darwin en Australie, la voie des armes reste la voie de la facilité. Comme l'a dit récemment Michael Klare dans the Nation magazine : "Il est impossible de ne pas en conclure que la Maison Blanche a décidé de contrer la spectaculaire croissance économique chinoise par une riposte militaire".

Comme le fait remarquer l'ancien réalisateur de 60 Minutes, la Chine, et non les Etats-Unis, est déjà un des plus importants bénéficiaires de la guerre d'Irak." En fait, nos interventions militaires dans la région du Golfe Persique protègent essentiellement le commerce chinois. "En même temps que les troupes et les bases américaines progressaient dans le Golfe", écrit Lando, "les hommes d'affaire chinois eux aussi progressaient, impatients d'exploiter les ressources vitales que l'armée américaine protégeait si obligeamment... Une étrange symbiose : les bases américaines et les marchés chinois".

En d'autres termes, l'erreur la plus monstrueuse des années Bush —à savoir la confusion des pouvoirs économiques et militaires— est devenue la norme. Washington s'entête à lancer d'abord ses drones et à

poser des questions ou présenter ses condoléances ou lancer des investigations ensuite. C'est naturellement le meilleur moyen de provoquer la destruction et la riposte. Rien de tout cela ne nous est profitable sur le long terme et certainement pas en ce qui concerne notre relation avec la Chine.

Quand l'histoire, qui est normalement ce qu'il y a de plus imprévisible, devient prévisible, il faut se méfier.

Alors qu'il faudrait prendre un temps de recul et réfléchir, la seule chose que Washington semble capable d'intégrer est que la politique qui a échoué est la seule politique possible. Entre autres choses, cela signifie davantage "d'incidents", "d'erreurs" et "d'accidents", davantage de morts et de personnes furieuses qui crient vengeance, davantage d'enquêtes et d'invocation à l'auto-défense, davantage de condoléances, davantage d'argent soutiré au trésor Public et davantage de déstabilisation.

Comme c'est le cas depuis le 12 septembre 2001, Washington reste engagé dans un combat contre des fantômes dans lequel malheureusement de vraies personnes meurent et des femmes en chair et en os deviennent veuves.

Il avait 22 ans...

Elle avait 12 ans...

Ce sont des phrases que vous lirez encore et toujours dans ce monde qui n'apprendra jamais et les condoléances n'y changeront rien...

Tom Engelhardt

co-fondateur de the American Empire Project et l'auteur de The American Way of War : How Bush's Wars Became Obama's et de The End of Victory Culture ; il dirige the Nation Institute's TomDispatch.com. Son dernier livre, The United States of Fear (Haymarket Books), vient de sortir.

On peut consulter l'original à : http://www.tomdispatch.com/post/175474/tomgram%3A_engelhardt...

Traduction : Dominique Muselet pour LGS

Tom ENGELHARDT

<http://www.legrandsoir.info/il-avait-22-ans-elle-en-avait-12-ce-que-les-morts-nous-enseignent-dans-un-monde-qui-n-apprendra-jamais-tom-dispatch.html>

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4-1 Claire BILLET:: Quand l'Otan aiguisse la guerre des clans afghans

Le régime de Kaboul et l'Otan ont créé la Police locale afghane.

Cette milice d'autodéfense, supposée renforcer les forces de sécurité locales, est déjà critiquée. Exemple au nord de Kaboul.
Baghlan.

De notre correspondante

Une base militaire surplombe des champs jaunis par l'automne dans le village de Gawargan, à sept heures de route au nord de Kaboul. À l'abri de barbelés et de sacs de gravats, une quarantaine d'Afghans vivent dans des baraques flambant neuves. Ces hommes, portant pour seul uniforme l'habit traditionnel afghan, ont curieuse allure. Certains portent une veste militaire, d'autres des sandales en plastique, mais tous ont une kalachnikov.

« Les Américains, on s'en moque »

Ils font partie de la nouvelle Police locale afghane du district de Dand-e-Ghori : trois cents habitants armés, début 2011, par les forces spéciales américaines pour combattre les résistants. Entouré de ses hommes, le commandant Nawruz caresse sa barbe et explique d'une voix forte : « Il y a trois mois, nous avons été pris en embuscade, l'un de nous est mort. Mais nous avons réussi à repousser les résistants. »

Le commandant Nawruz est issu des Ahmadzaï, une tribu de Pachtounes, minoritaire dans cette province de Baghlan. Ce sont les ennemis jurés des Andarabis, une tribu tadjike qui, à la tête du gouvernement provincial, contrôle la police nationale.

La nuit tombe sur Joy-e-Naw, un village voisin, et les langues se délient : « Dès 2002, les Andarabis contrôlaient tout. Ils rançonnaient, volaient les récoltes, battaient les gens, explique Mohamed Jan, à la lumière d'une lampe à gaz. Si on se plaignait, on était accusé d'être Al-Qaida. Alors on n'a pas eu le choix, nous avons tous rejoint les résistants. Les Américains, on s'en moquait, on voulait battre les Andarabis. »

Quand les forces de l'Otan, alarmées par l'augmentation des combats, ont décidé de proposer des armes aux habitants de Dand-e-Ghori, ceux-ci ont sauté sur l'occasion. Les résistants ont disparu, laissant place à une milice devenue police locale.

Les bureaux de leur chef, le mollah Alam, sont protégés par une dizaine d'hommes armés et nerveux. « Les Andarabis ont créé les résistants ; les gens n'avaient aucun espoir dans le gouvernement avec cette bande d'hommes cruels, lance-t-il avec un regard dur. Aujourd'hui, les Andarabis ne peuvent plus venir chez nous. La sécurité est rétablie. »

Les résistants n'attaquent certes plus l'Otan, mais la police locale pachtoune et la police nationale tadjike ont commencé à se battre. À l'aube du retrait des forces étrangères d'Afghanistan, le spectre de la guerre civile plane plus que jamais sur le pays.

Claire BILLET.

mercredi 23 novembre 2011

http://www.ouest-france.fr/actu/international_detail_-Quand-l-Otan-aiguise-la-guerre-des-clans-afghans-_3637-2014161_actu.Htm

4-2 Afghanistan : le témoignage dérangeant d'un aumônier militaire...

Fin mai de cette année, une polémique a vivement opposé un jeune aumônier militaire de retour d'Afghanistan et le ministre de la Défense Gérard Longuet.

Révolté par certaines pratiques qu'il avait pu observer sur le terrain, le père Benoît Jullien de Pommerol adressait une lettre ouverte au ministre de la Défense, que nous relayons ci-dessous.

Rappelons que ce conflit, qui a éclaté il y a 10 ans, implique encore 4000 soldats français...

Monsieur le Ministre,

Après la publication malheureuse, sur Internet et dans la presse, de mon rapport de fin de mission en janvier dernier, j'ai délibérément choisi de garder le silence et de refuser toutes les sollicitations (articles, conférences, etc.), afin de laisser les autorités militaires et vos services travailler et enquêter dans la sérénité, attendant d'être moi-même interrogé.

Cela me semble aujourd'hui vain, puisque vous publiez, au Journal officiel du 17 mai 2011, une réponse à la question écrite de Monsieur le député Bouchet (question n° 100539 au JO du 22/02/2011), dans laquelle vous mettez en cause l'exactitude des faits que je rapporte, sans que jamais je n'aie été entendu par ceux qui ont mené les enquêtes aboutissant à cette conclusion. Ni les autorités militaires, ni la DPSD, ni vos services, personne ! Quelle étrange façon d'enquêter...

J'aurais pourtant pu vous préciser le sens de ma démarche. Je le fais donc ici, et publiquement, puisque mon honnêteté est maintenant mise en cause publiquement.

Ce que je dénonce dans le rapport n'est en fait que le prolongement de ce qui se passait il y a vingt ans, lors de la guerre du Golfe. Déjà, la soumission à l'islam y est flagrante.

Cela commence à l'arrivée au port de Yanbu (Arabie Saoudite), lorsque les soldats français débarquent des bâtiments de la Marine nationale. La police religieuse saoudienne les attend au bas de la passerelle, vérifiant, en écartant les cols de treillis, que les militaires ne portent pas de croix autour du cou ; et si c'est le cas, la croix est retirée, mise dans une enveloppe et retournée en France.

Avant même d'arriver, des consignes incroyables ont été données : ne pas transporter de porc ou d'alcool dans ses bagages ; ne pas s'en faire envoyer dans des colis (la prévôté a même la mission sur place de le vérifier en ouvrant des colis au hasard, confisquant et détruisant les victuailles interdites par l'islam) ; ne pas arborer de croix rouges sur les véhicules sanitaires... Tout cela en dit long sur l'état d'esprit de la mission et ceci jusqu'au bout...

Au retour, après des morts et tant de blessés, transitant par Yanbu pour partir vers la France, nos convois routiers sont obligés de faire des dizaines de kilomètres supplémentaires pour contourner notamment la ville de Zilfi, interdite aux non-musulmans. Quelle incompréhension chez nos admirables soldats qui l'acceptent, malgré tout, sans que le pouvoir politique ne s'en offusque, trouvant sans doute cela normal. En fait, il y eut une réaction : celle du ministre de la Défense, Monsieur Jean-Pierre Chevènement. Indigné par l'interdiction des concerts d'Eddy Mitchell prévus à Noël 1990, il annula, en guise de protestation, un entretien avec son homologue saoudien. En exprimant ses regrets, il précisa que « les chansons d'Eddy Mitchell ne menacent pas les valeurs islamiques, pas plus qu'elles ne menacent en France les valeurs chrétiennes ».

Que les valeurs chrétiennes soient menacées par les consignes saoudiennes interdisant les croix, les aumôniers militaires ou les objets religieux non musulmans en général ne sembla pas gêner vraiment le ministre.

Doit-on aussi accepter sans s'indigner, Monsieur le Ministre, le fait que les forces françaises offrent aujourd'hui en Afghanistan des tapis de prière à la gloire de l'Arabie Saoudite (avec les cimenterres et le palmier) ? Je tiens un exemplaire à votre disposition, envoyé par des soldats français lassés de tout cela.

Doit-on accepter sans s'indigner que les forces françaises offrent une mosquée au village de Landakhel, bâtiment construit grâce à l'argent du contribuable français ?

Qu'il soit imposé à des militaires féminins de se couvrir la tête au nom de l'islam ?

Qu'il soit décidé par un général que tous les soldats français de sa zone mangeraient halal, qu'on organise un repas de fin de ramadan au profit des Afghans, etc. ?

Les Saoudiens, en 1991, ne nous avaient pas imposé tout cela. N'est-il pas choquant que nos propres chefs, dans notre armée républicaine et laïque, décident de nous l'imposer en 2010 ?

Je vous l'assure, Monsieur le Ministre : les faits que je rapporte ne sont ni "exagérés" ni "approximatifs", pour reprendre les termes utilisés à mon égard dans votre réponse à Monsieur le député Bouchet.

Vous affirmez qu'un « militaire féminin a reçu l'ordre de se couvrir les cheveux pour se protéger ». La protéger de qui, de quoi ? « Des regards d'un certain nombre d'Afghans ? », fut-il répondu à Mgr Ravel. Puisque cet ordre de se couvrir les cheveux n'est plus donné aujourd'hui, j'en déduis que les Afghans n'ont plus de "regards". Marchent-ils les yeux fermés ?

Vous écrivez que ce fut « pour remplir une mission particulière ». Tous ceux qui ont assisté à cette scène savent que ce n'est pas la réalité. Mais quelle mission particulière pourrait requérir que les féminines couvrent leur tête avec un chèche ? Et sachez qu'il ne s'agit pas que d'un seul militaire féminin. Il y eut plusieurs cas. Je tiens des photos et des témoignages à votre disposition. Peut-on justifier cela par "un contexte opérationnel spécifique" ? Un contexte qui serait alors propre à la France puisque les autres pays de la coalition ne demandent pas cela.

Le fond du problème, Monsieur le Ministre, est que nous n'avons pas de consignes claires. Mgr Ravel évoque cette lacune dans son interview du 19 mai à Valeurs actuelles, à propos des « lignes directrices sur le juste et le légitime ».

Notre évêque aux armées affirmait aussi le 23 février 2011 (dans La Nouvelle République) que « les chefs doivent mener une réflexion pointue afin de définir des consignes claires pour ceux qui sont sur le terrain ». Il serait temps d'avoir ces consignes.

Cela fait dix ans cette année que nous sommes engagés en Afghanistan.

Comme "consigne claire", je reçois de la part d'un général un courrier, approuvé par le chef d'état-major de l'armée de terre, m'expliquant combien j'ai tort, me précisant ceci : « Une fillette au bras d'un adulte ou des femmes voilées ne sont pas en soi choquant ! Et même demander à un sous-officier féminin de se couvrir la tête pour éviter d'éventuelles convoitises ou regards déplacés peut se révéler judicieux. Cela dépend du contexte local. »

Je me souviens, Monsieur le Ministre, des larmes des femmes afghanes voyant nos militaires féminins vivre "normalement", sans le joug du voile. Je ne peux alors m'empêcher de penser que ce général est gravement décalé.

Mon interprétation des faits serait, selon votre réponse, en « total décalage » avec « la finalité de l'engagement opérationnel de la France en Afghanistan ». Mais si je me réfère à ce que disait en 2008 le chef de l'État, chef des armées, le président Nicolas Sarkozy, qui est vraiment en décalage ?

N'expliquait-il pas que nous étions aussi en Afghanistan pour, qu'un jour, les femmes afghanes n'aient plus à porter la burqa ? C'est bien l'ordre d'imposer le voile à nos féminines qui me semble « en total décalage avec la finalité de l'engagement opérationnel de la France en Afghanistan ».

Jusqu'à quand, Monsieur le Ministre, resterons-nous dans le flou et laisserons-nous tant d'amertume dans le cœur de nos soldats qui remplissent, malgré tout, si excellemment leur mission sur ce théâtre si difficile ?

Me tenant à votre entière disposition si vous souhaitez m'entendre sur ces sujets, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Père Benoît Jullien de Pommerol, aumônier du 2e régiment étranger de parachutistes de Calvi, aumônier auprès des forces armées aux Antilles depuis le 1er septembre"

extrait de Minurme du 25/11/2011

5 Annexe

5-1 Eric Zemmour : Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye : les guerres de Sarkozy.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information

Ce texte est peut-être étonnant venant de Zemmour.

Il est surtout critique envers l'émigration venant du Sud et envahissant l'Europe (ce qui est sa grande hantise) et envers les "islamistes" qu'il confond avec les Musulmans (ce qui est sa deuxième hantise).

Le combat que mènent les Libyens, fidèles au guide n'est pas perdu. Ils se battent comme des lions pour empêcher la recolonisation de leur terre et le pillage de leurs ressources.

Si les bombardements criminels de l'OTAN s'arrêtent, ce machin crée artificiellement à l'initiative du couple maléfique, Sarko/BHL retournera dans sa tanière

Voici un texte " tonnant" d' Eric Zemmour

A lire absolument.

Insurrections populaires encadrées par les services secrets occidentaux ; troupes rebelles formées à la h te par des instructeurs français ; bombardements de l'aviation pour user la résistance des adversaires ; discours ronflants sur la démocratie, les droits de l'homme, le sang des civils épargné ; tyran diabolisé, ostracis , chassé ; triomphe final après avoir frôlé l'enlisement. En Côte d'Ivoire comme en Libye, les guerres de Nicolas Sarkozy se suivent et se ressemblent. [...]

Insurrections populaires encadrées par les services secrets occidentaux ; troupes rebelles formées à la h te par des instructeurs français ; bombardements de l'aviation pour user la résistance des adversaires ; discours ronflants sur la démocratie, les droits de l'homme, le sang des civils épargné ; tyran diabolisé, ostracis , chassé ; triomphe final après avoir frôlé l'enlisement. En Côte d'Ivoire comme en Libye, les guerres de Nicolas Sarkozy se suivent et se ressemblent. Guerres à la fois archa iques, au fumet colonial, et très modernes, faites au nom de la « protection des populations », version, en langage onusien, du droit d'ingérence humanitaire cher à nos french doctors. Le cousinage n'est pas hasardeux : ce fut déjà pour éviter « les effusions de sang » qu'en 1827, à Navarin, une escadre franco-britannique intervint contre la flotte de l'Empire ottoman dans la guerre d'Indépendance grecque. C'est au nom de la civilisation, que les mêmes envoyèrent soldats et prêtres dans toute l'Afrique. Certes, les anciennes puissances coloniales n'envoient plus de troupes au sol et ne veulent plus conquérir de territoires. Trop coûteux en hommes et en argent. Les vieilles nations sont devenues économes. Mais les matières premières et les marchés commerciaux les intéressent toujours.

On n'imaginait pas Nicolas Sarkozy en « chef de guerre ». Paradoxalement, le premier président de la Ve République qui n'ait pas connu physiquement le baptême du feu se révèle l'un des plus va-t-en-guerre. Au printemps 2011, les troupes françaises se battaient sur trois fronts : Afghanistan, Côte d'Ivoire, Libye !

On connaît les arguments étroitement politiques qui encouragent les interventions militaires : le patriotisme populaire se réveille, s'identifie au chef de l'Etat ; celui-ci prend une autorité de « rassembleur », une aura de « chef de guerre ». Le pouvoir fragile de Margaret Thatcher s'affermait avec la guerre des Malouines ; la cote de popularité de François Mitterrand gravit des sommets après la première guerre du Golfe. Pour un Nicolas Sarkozy qui ne parvient toujours pas à endosser les habits monarchiques taillés par le général de Gaulle pour le président de la Ve République, l'occasion paraît inespérée. Mais la martingale n'est pas absolue : l'expédition réussie de Kolwezi n'empêcha pas Giscard d'être battu en 1981 ; les socialistes furent écrasés aux législatives de 1993 ; et le grand vainqueur de cette guerre du Golfe, Georges Bush père, fut vaincu par un inconnu, Bill Clinton.

Des trois guerres de Sarkozy, la Libye est la plus personnelle. Le maintien en Afghanistan est le tribut payé à l'allié américain et il avait hérité en partie de Chirac la querelle contre le président ivoirien Laurent Gbagbo. La Libye a payé pour la Tunisie voisine ; Kadhafi pour Ben Ali. Parce qu'il n'avait pas vu venir la révolte tunisienne (et égyptienne), parce qu'il avait soutenu jusqu'au bout des tyrans, amis de la France (Ben Ali, puis Moubarak), Sarkozy a saisi la première occasion pour prendre sa revanche médiatique et déployer fastueusement les valeurs démocratiques de la France éternelle. Il a retrouvé pour l'occasion les accents droits-de-l'hommes de sa campagne de 2007, qui avaient séduit un André Glucksmann ; il s'est réconcilié pour l'occasion avec BHL, au grand dam de son ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. Il a ignoré, en réaliste des rapports de force, la répression de Bahreïn par les chars de l'Arabie saoudite et les massacres de Syriens par la garde prétorienne d'Assad.

La campagne de Libye a permis au Rafale de montrer ses éblouissantes qualités comme le Mirage, qui avait connu la gloire commerciale grâce à l'efficacité des aviateurs israéliens, lors de la guerre des Six-Jours (1967). Mais plus la guerre durait, plus le budget de la Défense souffrait. On raclait les fonds de tiroir ; chaque missile tiré faisait autant souffrir les chars de Kadhafi que les gestionnaires d'un ministère réduit au minimum vital par les coupes successives depuis plus de dix ans. Cette guerre en Libye a aussi dégonflé la plus grande baudruche médiatico- stratégique de ces vingt dernières années : l'Europe de la défense. L'Allemagne a refusé catégoriquement de suivre l'« ami français » ; l'Italie a traîné des pieds ; les autres ne comptent pas. On a renoué avec les classiques de l'Entente cordiale et de l'expédition de Suez. Mais les deux vieilles gloires européennes ne sont plus que l'ombre militaire de ce qu'elles furent. Sans les drones américains et les satellites de l'oncle Sam, elles sont aveugles et handicapées. Or, une autre leçon de cette guerre – décidément riche en enseignements – est que les Américains en ont fini avec les poisons et les délices de l'hyper puissance. Hyper endettée, l'Amérique se concentre sur l'Asie et confie la police des rivages de la Méditerranée aux gendarmes européens. Le vieux rêve français de Mare Nostrum, toujours contrecarré par les Anglo-Saxons, redevient réalité, mais dans le cadre peu glorieux d'une sous-traitance otomanne.

On ne tardera pas à s'en rendre compte, lorsque l'heure des contrats de la reconstruction sera venue. Les Britanniques ont déjà investi la place ; les Américains passeront tout au bulldozer comme ils l'ont fait en Irak. La Libye, aux énormes richesses en pétrole, est une proie de choix ; les Français risquent d'être réduits à la portion congrue, en dépit de la popularité de Sarkozy à Benghazi.

Les entreprises françaises sont pourtant les championnes du monde de ces contrats d'Etat, qui marient les affaires à la politique pour de grands travaux. Encore faudrait-il qu'il y ait un Etat libyen. Or, il n'y en a jamais eu. Avec Kadhafi, déjà, en son temps, les mirifiques contrats signés sont pour la plupart restés lettre morte. La Libye est de ces pays, plus nombreux qu'on le croit, qui cumulent à la fois une tyrannie et une sous-étatisation. Kadhafi régnait seul en jouant des rivalités de tribus qui se côtoient et s'ignorent, selon un mode de vie traditionnel dans ces régions quasi désertiques. Il dominait un système complexe et fragile d'allégeances personnelles et de vassalités seigneuriales. Cette révolte contre Kadhafi fut avant tout la revanche des tribus de l'Est du pays (la Cyrénaïque), qui n'ont jamais accepté la domination de l'Ouest (la Tripolitaine). C'est parce que les tribus Zentane ou Misrati se sont révoltées que Tripoli a fini par tomber. La Libye est un pays reconnu à l'ONU, mais elle n'est pas une nation. C'est ce qui fait ressembler les discours exaltant la démocratie future à des placages en faux marbre. La démocratie exige un débat rationnel entre citoyens éduqués (et donc une population qui a vaincu

l'analphabétisme) et la soumission de la minorité à la loi de la majorité. Toutes ces conditions manquent en Libye. L'unique élément fédérateur reste la religion commune, l'islam, à la fois vérité révélée et code civil. Les islamistes ont pris une part active dans l'affrontement avec Kadhafi, qui les a pourchassés pendant des années et les a désignés comme ses ennemis principaux dès les premières manifestations. Pour se venger, ils ont prétendu que Kadhafi était juif. Ils auraient aussi assassiné, à Benghazi, le 28 juillet, le chef de l'armée insurgée, le général Abdul Fattah Younes, qui fut jadis un ministre de l'Intérieur de Kadhafi, réprimant sans relâche les islamistes. Ils ne rendront pas les armes distribuées par la France. Le désordre libyen leur permettra de prendre leurs aises dans cette région où, profitant de l'inexistence de l'Etat du Niger, les émules maghrébins d'Al-Qaïda ont déjà fait parler la poudre. Mille trafics pourront s'épanouir : cigarettes, drogue, armes. Et immigrés. Kadhafi, comme Ben Ali, était devenu un rempart de l'Europe contre les poussées d'immigration venues d'Afrique. Il n'hésitait pas à faire tirer contre certaines embarcations de clandestins. En l'abattant après Ben Ali, la France et l'Europe s'ouvrent encore davantage aux migrations venues du Sud. Les islamistes trouveront dans ces populations déshéritées un terreau inépuisable.

Les soldats français renoueront ainsi avec les affres sanglantes de la guérilla islamiste qu'ils s'appêtent à quitter en Afghanistan, où Nicolas Sarkozy attendait visiblement la bénédiction américaine pour sonner l'heure du départ. D'un borbier l'autre.

Eric Zemmour

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19